

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6930>

La France craint une bombe atomique iranienne en 2008

- Défense - France -



Date de mise en ligne : mercredi 13 février 2008

Spyworld Actu

Paris, comme ses alliés occidentaux, juge que l'Agence internationale de l'énergie atomique est trop conciliante vis-à-vis de Téhéran.

La France est sérieusement préoccupée par la tournure que prend la crise nucléaire iranienne. Inquiétude ravivée par la publication, dans quelques jours, d'un important rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les Occidentaux craignent que ce document mette à mal les efforts entrepris par la communauté internationale pour contrecarrer ses visées atomiques. Le directeur de l'Agence, Mohammed ElBaradei, est tout particulièrement dans le collimateur, jusqu'à susciter la controverse parmi ses collaborateurs.

La France, elle, n'est pas en reste, à l'instar de ses alliés, pour critiquer les biais donnés à ce dossier crucial par le Prix Nobel de la paix 2005. « Il nous entraîne dans une direction qui n'est pas la bonne », estime-t-on à l'Élysée. Les travaux de l'AIEA portent en effet sur les dix-sept années au cours desquelles Téhéran a mené des activités nucléaires qui sont restées clandestines jusqu'en 2002-2003. Après avoir déjà noté des progrès dans l'attitude des Iraniens, en décembre dernier, le directeur de l'AIEA s'apprêterait à louer leur bonne coopération.

Mais, à Paris, on juge insuffisant le degré des précisions demandées à l'Iran sur ses turpitudes passées. Par exemple, l'AIEA n'a pas sollicité d'explication à propos du plan d'une charge hémisphérique ayant tout l'air d'une arme nucléaire, selon une source proche du dossier. « Pourtant, ajoute une source proche du dossier, Mohammed ElBaradei est le premier à dire que le programme iranien d'enrichissement de l'uranium, qui n'a aucune vocation économique, non seulement se poursuit mais s'accélère ». Pour Paris, le rapport de l'AIEA ne pêche donc pas seulement par une exigence insuffisante mais se montre tout simplement hors sujet, compte tenu de l'état de la menace.

Choix épineux

De fait, l'Iran serait en effet en mesure de se doter de l'arme nucléaire avant la fin de cette année. Disposant déjà de 3 000 centrifugeuses actuellement en rodage, Téhéran pourrait aisément hausser le taux d'enrichissement de l'uranium de 3,5-4 % à un seuil de 90-95 %, c'est-à-dire au niveau de l'arme nucléaire. Une montée en puissance qui se réduirait à quelques semaines si, comme c'est probable, Téhéran met en place des centrifugeuses de deuxième génération (P2).

À ce stade, les Occidentaux, avec en première ligne les Israéliens pour qui cette question a été érigée en casus belli, seraient placés devant un choix des plus épineux : réagir par une action militaire ou accepter le fait accompli, analyse-t-on à Paris. Dans l'optique de frappes massives, seules susceptibles de briser les efforts iraniens, les Israéliens, ne pouvant agir seuls, débattraient avec les États-Unis pour s'assurer de leur indispensable appui. À l'approche de l'élection américaine, l'hypothèse militaire est jugée à Paris peu probable mais pas totalement à exclure.

Pour sortir de cette « alternative catastrophique » (« la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran »), Nicolas Sarkozy a estimé indispensable, le 27 août dernier, de poursuivre la politique de sanctions progressives. En vain. « À aucun moment, les Iraniens n'ont interrompu leur programme, au contraire ils l'ont accéléré », concède-t-on. Dans ce contexte, la publication, en décembre dernier, du rapport des agences de renseignements américaines (NIE, New Intelligence Estimate), est considérée comme « catastrophique en termes d'affichage ».

La France craint une bombe atomique iranienne en 2008

Ce n'est pas la totalité du programme nucléaire iranien qui aurait été interrompu, comme il a cru pouvoir le dire, mais une partie seulement, touchant aux recherches sur l'assemblage de l'arme nucléaire. Selon un spécialiste, ce rapport serait en fait un « coup d'État » des agences de renseignements américaines contre Bush. Les services secrets, utilisés en 2003 pour cautionner l'invasion de l'Irak, auraient voulu cette fois se dédouaner, au cas où il viendrait au président américain l'envie d'en découdre militairement avec l'Iran. Tout en avouant avoir été pris à contre-pied par cette affaire, on se déclare certain, à Paris, que la troisième résolution en préparation pour sanctionner Téhéran sera votée à l'unanimité, avec l'appui de la Russie et de la Chine.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/internationa...>